

*Initiatives ministérielles*

autres gouvernements, depuis la Confédération jusqu'en 1984.

Il faut vraiment être très doué pour accomplir un tel exploit. Une dette publique de 351 milliards de dollars équivaut à une dette individuelle de 25 000 dollars pour chaque contribuable canadien. Lorsque les conservateurs ont pris le pouvoir en 1984, cette dette était de 18 000 dollars. Le fait que la dette ait doublé sous ce gouvernement signifie que chaque contribuable canadien doit maintenant verser plus de 2 500 dollars en impôt chaque année uniquement pour payer l'intérêt sur la dette fédérale.

Les habitants de la circonscription de York-Nord, qu'ils vivent à Aurora, à Richmond Hill, à Thornhill, à Woodbridge, à King City, à Maple, à Kleinburg ou à Nobelton, m'affirment qu'ils ont perdu toute confiance dans le gouvernement, en raison surtout de la façon dont il a géré les finances publiques.

Le 23 mai 1985, lors de son exposé budgétaire, le ministre des Finances a déclaré: «Nos initiatives réduiront directement le déficit annuel de 20 milliards à la fin de la décennie.» Et bien, la décennie est terminée, nous en avons entamé une nouvelle et le déficit n'a pas été réduit. En fait, il est passé de 28,1 milliards en 1987-1988, à 28,7 milliards en 1988-1989 et ensuite à 30,5 milliards en 1989-1990. Cela ne me paraît pas un résultat bien impressionnant. C'est même inacceptable et c'est ce que me disent les gens de York-Nord partout où je vais.

Ce qui est pire, c'est que le gouvernement a augmenté les impôts 30 fois depuis 1984 et qu'il ne maîtrise toujours pas le déficit. Le 6 mars 1984, l'actuel ministre des Finances disait: «Nous réduirons les dépenses. Nous nous garderons d'augmenter les impôts, qui sont déjà trop élevés.»

Disons, pour qu'on ne l'oublie pas, que les recettes fiscales ont augmenté de 50 milliards depuis que les conservateurs ont pris le pouvoir en 1984. En 1984-1985, le gouvernement fédéral percevait 71 milliards en taxes et impôts, en 1990-1991 il en percevra 121 milliards. Les Canadiens ont eu plus que leur part d'augmentations d'impôts dans le but de réduire le déficit, mais le gouvernement n'a pas réussi à le faire baisser notablement.

Pour les habitants de la circonscription de York-Nord et tous les Canadiens, l'expression «gouvernement conservateur» signifie maintenant des impôts, des taxes et encore des impôts et des taxes. Ils sont fatigués de payer alors qu'une équipe incompétente de gestionnaires éco-

nomiques travaille assidûment à la faillite économique de la nation.

Non seulement le gouvernement taxe les Canadiens avec une vigueur sans précédent, mais en plus il impose une politique de taux d'intérêt élevés. Cette politique étouffe les dépenses de consommation, augmente les taux hypothécaires et prive les jeunes de leur droit à une maison. Cela nuit à l'investissement, augmente le coût des exportations et diminue la compétitivité des petites entreprises canadiennes sur les marchés étrangers. Les taux d'intérêt élevés augmenteront le nombre de faillites, feront que plus de familles perdront leur maison, que plus d'usines fermeront, que plus de gens seront au chômage et que le nombre d'emplois diminuera.

La politique économique du gouvernement comprend aussi la taxe sur les produits et services. Après avoir étudié la proposition du gouvernement, qui a commencé à 9 p. 100 et est maintenant de 7 p. 100, les députés libéraux ont conclu que cette taxe ne devait pas être imposée. Nous estimions que l'application de la taxe sur les produits et services aurait de graves répercussions économiques sur le Canada. Il est faux de prétendre que la TPS n'aura aucune incidence sur les recettes. Cette taxe se révélera un véritable cauchemar pour les petites entreprises et rendra le régime fiscal compliqué comme jamais auparavant.

Nous nous sommes rendu compte également que la TPS proposée serait régressive et qu'elle s'attaquerait aux familles à faible revenu et aux citoyens touchant un revenu fixe, y compris évidemment les personnes âgées et les assistés sociaux. Nous avons appris aussi que la TPS ne serait pas visible et que le gouvernement n'a pas tenu compte des répercussions économiques et sociales qu'elle pourrait avoir à long terme. Nous croyons qu'elle exercera des pressions énormes sur les budgets des gouvernements provinciaux qui seront obligés soit d'augmenter les impôts, soit de réduire les services, soit d'enregistrer de plus grands déficits. Nous avons donc conclu que ce projet de taxe sur les produits et services nuirait à plusieurs secteurs importants de l'économie et de la société canadiennes.

Évidemment, nous avons dû réfléchir, tout au moins, aux paramètres de la réforme fiscale que nous proposons. À notre avis, la réforme fiscale devrait se fonder sur certains principes fondamentaux, le premier étant l'équité. Le régime fiscal devrait tenir compte de la capacité contributive. Il devrait être simple. La réforme fiscale devrait permettre aux Canadiens de mieux comprendre le régime fiscal et donc d'en respecter les dispositions. Nous croyons aussi qu'elle devrait être intégrée.